

Caritas Luxembourg – Prise de position

Campagne de vaccination

Caritas Luxembourg salue la mise à disposition gratuite des vaccins contre la Covid-19. Étant conscients de l'insuffisance des doses du vaccin disponibles actuellement pour vacciner tous les résidents en même temps, même pour en vacciner 70% qui sont considérés par la communauté scientifique comme une immunité collective et sans parler des frontaliers, nous reconnaissons qu'il est nécessaire de se fixer des priorités, liées notamment à des questions épidémiologiques et éthiques.

Caritas Luxembourg veut soulever, que même si l'épidémie du Covid-19 touche l'ensemble de la population, ce sont surtout les personnes vivant dans la précarité qui sont les plus impactées, tant d'un point de vue sanitaire qu'économique – et ceci au Luxembourg et globalement. Des études internationales ont montré que la probabilité de contagion augmente avec le niveau de précarité. Les personnes ayant un statut socio-économique inférieur - niveau d'éducation, niveau de revenu etc - sont souvent en moins bonne santé que les personnes ayant une position plus élevée sur l'échelle sociale. **La crise accentue et agrandit les inégalités économiques et le gouvernement doit veiller à ce que la situation ne s'aggrave pas.**

Les gestes barrières pour les sans-abris et les sans-papiers, par exemple, sont notamment plus difficiles voire impossibles à respecter. **Des personnes qui vivent ou doivent dormir dans l'exiguïté dans un hébergement d'urgence pour les sans-abri devraient figurer dans la deuxième phase de vaccination en tant que personnes hautement vulnérables.** Le risque de contagion à la COVID-19 est considérablement accru pour ces personnes par rapport aux personnes occupant un logement individuel et les mesures préventives nécessaires ne peuvent être mises en œuvre que sous certaines conditions. **De plus, pour garantir que les sans-abris et les sans-papiers, puissent accéder au vaccin, des mesures additionnelles devraient être mises en place.** Les techniques de communication, d'information et d'inscription devraient être adaptées. Le mode opératoire - lettre d'invitation envoyée à une adresse fixe, prise de rendez-vous principalement en ligne, utilisation des trois langues officielles – risque de poser des difficultés pour ces personnes et pourrait les empêcher de se rendre à un poste de vaccination dans le délai prévu de 2 semaines. En ce qui concerne les personnes en situation irrégulière, il est important de consulter les associations en contact avec ce public pour discuter l'organisation de la vaccination et dans certains cas, des efforts individualisés devraient être entrepris en collaboration avec les associations qui travaillent sur le terrain, dont Caritas Luxembourg.

Sur le plan international, Caritas Luxembourg veut souligner la déclaration d'António Guterres, Secrétaire des Nations Unies : **« Il faut absolument voir le vaccin contre la pandémie comme un bien public »**. La banque mondiale estime que la pandémie plongera 150 millions de personnes de plus dans l'extrême pauvreté en 2021. Selon Oxfam, un groupe de pays riches, représentant 14 % de la population mondiale, a préacheté la moitié des futures doses de vaccins contre la Covid-19. La difficulté qu'aura une partie de la population mondiale à trouver des vaccins contre la Covid-19, alors que les pays riches sont en train de s'approvisionner par précaution auprès de multiples fabricants, n'est pas à sous-estimer. «La Covid-19 est un défi sanitaire mondial sans précédent qui

ne peut être relevé que grâce à une coopération sans précédent entre les gouvernements, les chercheurs, les fabricants et les partenaires multilatéraux », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Caritas se réjouit que le Luxembourg soutienne l'initiative de Covax (Covid-19 Vaccines Global Access), co-dirigé par l'Alliance Gavi, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'OMS. Son objectif est d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale. Si Covax réussissait, au moins 20% des personnes le plus à risque dans environ 90 pays en développement seraient vaccinés d'ici fin 2021. Mais l'initiative n'est ni juridiquement contraignante ni financée de manière adéquate. **Pour garantir l'accès au vaccin et un retour à un mode de vie dynamique tant du point de vue social qu'économique, la protection par brevet des médicaments, vaccins et dispositifs médicaux pour le traitement du Covid-19 devrait être suspendue jusqu'à ce que l'immunité collective soit atteinte dans le monde entier.** Dans notre monde globalisé, cet effort coordonné et décisif est crucial pour assurer à tous les pays une récupération de la crise sanitaire et de ses effets sur les sociétés et l'économie.